



N°13 octobre 2026

Edito

Le pire budget qu'on n'ait jamais eu !

Depuis que sa majesté Macron est sur son trône, notre pays ne cesse de s'effondrer. Il y a ce qu'on voit : les bas salaires et pensions, la flambée des prix (carburants, alimentation, loyers...), les inégalités et injustices, les licenciements, les déremboursements Sécu, la liste et longue. Et puis, il y a tout ce qui est sous le tapis.

L'Etat a vendu ou continue de vendre ses avoirs (autoroutes, barrages, patrimoine immobilier etc.). Sa dette s'élève à 3600 milliards (+ 1200 milliards depuis Macron) avec des taux de remboursement qui ne cessent d'augmenter. Parallèlement les plus riches ont vu leurs impôts baisser. Nous payons tous en moyenne 50 % de prélèvements obligatoires (impôt sur le revenu, cotisations sociales, TVA et autres).

Pas les ultra riches, c'est-à-dire ceux possédant plus de 100 millions € de patrimoine. Ils ne paient que 27 % de prélèvements fiscaux et sociaux, donc deux fois moins que nous. Le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France est

passé de 200 milliards en 2010 (10 % du PIB) à 500 milliards en 2014 et 1200 milliards en 2024 (42 % du PIB).

Les grandes entreprises reçoivent, à titre d'aides, 211 milliard€ (rapport de la commission du Sénat) par année. A titre de comparatif, le budget de l'Etat est de 510 milliards.

Cette somme colossale est versée sans aucune contrepartie, ne va pas à l'emploi, aux conditions de travail, à la revalorisation des salaires. Ça part en dividendes.

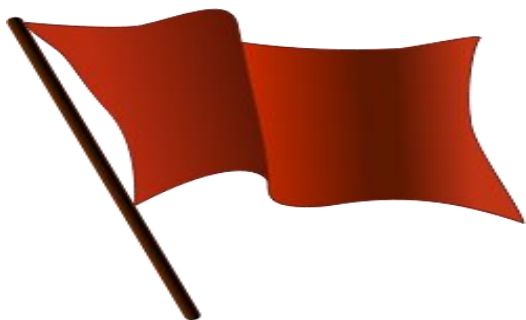
On est bien sûr un problème de recettes, de ce qui ne rentre pas ou plus dans les caisses que sur des questions de dépenses.

Notre travail à nous toutes et tous produit les richesses de ce pays (3000 milliards, la somme des richesses produites en 1 année, c'est le PIB). Mais on n'en voit jamais la couleur.

L'Etat, au travers de son budget, entend faire 54 milliards d'économies, et uniquement sur notre dos. Pour nous, ce qui est programmé, c'est pas d'argent pour les travailleur-es dont les retraité-es, les services publics, la Sécurité sociale. C'est les coupes budgétaires, la non-indexation des pensions, la non-revalorisation du SMIC. Ceux qui vont s'en sortir ne sont pas nombreux : ultra riches, grandes entreprises, ministère des armées.

Alors il est peut-être temps de dire massivement STOP, d'en parler partout, de se battre, d'exiger la taxation des ultra riches. Parce que la misère comme horizon, combien d'entre nous ça tente ??





Le 5 novembre, grève et manifestation dans tout le pays

Appel à la mobilisation pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie

Communiqué de presse commun de la CFDT, CGT, FO, UNSA et la FSU

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclin inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité... tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Pourtant, le gouvernement dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.

La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir et dans des conditions dignes. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité.

Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Après le succès de la journée de grève et de manifestation de la fonction publique du 29 septembre, **les organisations syndicales appellent l'ensemble des salarié.e.s du public comme du privé, des jeunes et des retraité.e.s, à**

franchir une nouvelle étape : faire grève et manifester le jeudi 5 novembre prochain.

Nous demandons :

- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes - Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales



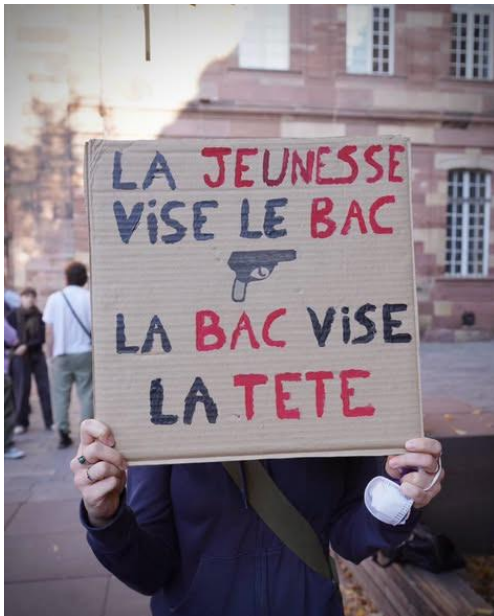
Le coup de gueule



Faut-il être blanc, majeur, content de son sort, socialement élevé dans ce pays pour avoir droit à la démocratie, à la liberté d'expression ?

Parce que quand on est jeune, qu'on revendique de meilleures conditions d'étude, des personnels en nombre, moins d'effectifs par classe, la fin de Parcoursup, le risque est gros de se faire arrêter, placer en garde à vue, ou encore péter la gueule, éborgner !

D'un côté ça chouine sur le désintérêt de la chose politique, de l'autre ça te sort la matraque... belle cohérence ! Ce n'est pas la société qu'on veut, et encore moins pour la jeunesse. Se rassembler, manifester est et reste un droit fondamental, constitutionnel., ne leur en déplaît. La 1^{ère} des violences, c'est de ne pas considérer les jeunes comme des citoyens à part entière.



Notre UL, toute la CGT soutient pleinement le mouvement lycéen

Journée d'action

Dans le cadre de la manifestation européenne du 20 octobre, notre UL sera présente devant le parlement à Strasbourg pour contester le projet de 28^{ème} régime.

Actuellement, les Etats membres de l'UE ont leur propre réglementation sur la fiscalité, la protection sociale, les entreprises.

Sous couvert de simplification, les entreprises pourraient la choisir et ce n'est pas qu'une simple formalité. Ce qui est concrètement visé, ce sont les conventions collectives, les salaires, les droits syndicaux, la représentation, les licenciements... Bref, tout ce qui a été patiemment construit par les luttes du monde du travail. Ça s'appelle du dumping social.

Demain, ce pourrait être un code du travail suisse, un salaire bulgare, une fiscalité luxembourgeoise (paradis fiscal).



Envie de mordre !!!!

Le CNRS vient de présenter ses travaux, lesquels confirment l'ampleur considérable et terrible de la sous-reconnaissance des cancers professionnels.

Moins de 1 800 sont reconnus chaque année par la Sécu alors qu'ils seraient en réalité plusieurs dizaines de milliers (seuls 4 % reconnus pour les femmes.)

Cette sous-reconnaissance a 2 impacts clairs : **les victimes sont privées de leurs droits ; des milliards sont transférés de la branche AT-MP vers la branche maladie.** Merci le Medef !

La dernière commission chargée d'évaluer la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles estime **entre 2 et 3,8 milliards d'euros par an les dépenses supportées à tort par la branche maladie.** Rien que ça !

Donc, des dépenses qui devraient être financées par la branche AT-MP, alimentée par les cotisations des employeurs, restent massivement supportées par l'Assurance maladie : par nous !

Parallèlement, le gouvernement s'en prend aux malades, réduit les droits aux indemnités journalières, en limite le montant, envisage leur fiscalisation, espace les visites de médecine du travail, augmente les franchises médicales. Un vrai scandale !

A quand un plan national de lutte contre la sous-déclaration et la sous-reconnaissance des ATMP avec des objectifs chiffrés et évaluables, le renforcement effectif de la prévention et de la traçabilité des expositions pro, le financement par la branche AT-MP à la hauteur du coût réel des ATMP ??



Résister, s'engager, signer les pétitions !!



shutterstock.com • 2015522588

- Non à la débaptisation du cinéma René Vautier à Elné (par l'extrême droite)
- soutien à Médiapart et à la presse libre, contre le RN
- Changeons l'École : une École par et pour les jeunes
- Monsieur Nunez, démissionnez !
- Non à la reconnaissance faciale généralisée dans l'espace public
- Stop à la répression des jeunes : l'école n'est pas un champ de bataille (site LDH)
- La nature n'est pas ça vendre (WeMove Europe)

Les Brèves...mais pas de comptoir...

Le rassemblement du 21 septembre, journée mondiale pour la paix

Une petite dizaine devant la mairie, c'est ce que nous étions. Relativisons : c'est le 1^{er} appel que nous faisons pour la paix. Les préoccupations immédiates portent plus sur le coût de la vie et des carburants, sur les maigres salaires et pensions, qu'à la militarisation des budgets et de la production.

Comme le capitalisme a toujours réglé ses crises et contradictions par la guerre, nul doute que l'exigence du vivre en paix n'irrigue davantage la société. Le capitalisme travaille au court terme. Nous, sur du plus long terme.

Alors l'année prochaine, même date, même heure, on recommence. Parce que nous touchons là des droits humains fondamentaux, parce que c'est une des valeurs clef de la CGT. Donc, on ne lâche pas !



Le rassemblement du 29 septembre

Pas de rassemblement sur Champagnole tellement on n'a plus de services publics. Les camarades de l'UL sont donc descendus à Lons, dans le cadre de l'appel intersyndical pour la défense de nos biens communs, pour les créations de postes, les conditions de travail et les salaires.

45 000 lits d'hôpitaux, comme 1000 camions de pompiers en moins, des classes et sections, des bureaux de poste et des finances publiques fermés les uns après les autres, forcément ça dit beaucoup ! Faut bien faire place nette au secteur privé ! Et le gouvernement Macron en remet une couche avec son budget qui entend faire 54 milliards d'économie sur les services publics, donc sur nous puisque nous les finançons avec nos impôts. Il y a vraiment de quoi voir rouge !

Action Agirc - Arrco du 14 octobre

Notre UL s'est inscrite dans la journée d'action pour les retraites complémentaires de toutes celles et ceux qui ont bossé, en totalité ou en partie, dans le privé. Elles représentent 27% de la retraite totale, donc ce n'est pas une paille.

Dans la mouture retraité-es = vaches à lait, le Medef bloque les 212 milliards d'euros dont disposent les caisses et les réserve à la spéculation, aux

placements financiers. Le tout s'accompagnant de discours sur les soit disant retraité-es privilégiés...

Ceux qui décident ne sont jamais ceux qui vivent avec moins de 1000 euros par mois.

C'est pourquoi le 14, aux côtés de l'Union Syndicale des Retraité-es du Jura (CGT USR), les camarades ont envoyé leur mail aux caisses complémentaires : « Nous exigeons la revalorisation immédiate ainsi que le rattrapage de tout ce qu'on nous a pris ! Les retraité-es ont bossé et cotisé toute leur vie, elles et ils ne volent personne, ils méritent respect, dignité et considération. »

Journée d'action

Dans le cadre de la manifestation européenne du 20 octobre, notre UL sera présente devant le parlement à Strasbourg pour contester le projet de 28 ème régime.

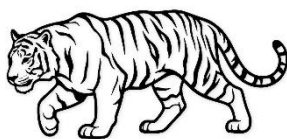
Actuellement, les Etats membres de l'UE ont leur propre réglementation sur la fiscalité, la protection sociale, les entreprises.

Sous couvert de simplification, les entreprises pourraient la choisir et ce n'est pas qu'une simple formalité. Ce qui est concrètement visé, ce sont les conventions collectives, les salaires, les droits syndicaux, la représentation, les licenciements... Bref, tout ce qui a été patiemment construit par les luttes du monde du travail. Ça s'appelle du dumping social. Demain, ce pourrait être un code du travail suisse, un salaire bulgare, une fiscalité luxembourgeoise (paradis fiscal).

LE YOUNIIII !!!

En 2010, il ne restait qu'environ 3 200 tigres à l'état sauvage sur la planète. Quinze ans plus tard, ils sont près de 5 700, selon le Rapport Planète Vivante 2026 publié par le WWF. Idem pour la tortue verte, et en France





pour la loutre et la cigogne noire. C'est le résultat d'engagements collectifs dans la durée.

Le rapport identifie quatre conditions pour que cela se produise : un objectif clair, une trajectoire crédible, une capacité d'agir et la résilience nécessaire pour persévérer.

Le monde s'est fixé un cap avec le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal : enrayer et inverser la perte de biodiversité d'ici 2030. Les tigres, les tortues vertes et les loutres rappellent qu'avec du temps et des moyens, la nature sait reprendre sa place.

La nouvelle qui se savoure...

*Fernando Cerimedo, architecte d'une vaste machine de désinformation qui a contribué aux percées électorales de l'extrême droite de l'Argentine à la Bolivie en passant par le Honduras, se retrouve aujourd'hui derrière les barreaux en Bolivie. Il avait bénéficié de **la technologie et des fonds fournis par les proches collaborateurs de Trump pour ses activités politiques**. Accusé d'avoir commandité une tentative d'assassinat visant son ex-compagne, il a vu sa carrière péter en vol par une procédure judiciaire ultra légitime ! Elle pourrait avoir un retentissement bien au-delà de son cas ! (source : Correo de la Semana de FAL).*



L'éclairage de Gabriel Zuckman

« Le constat de départ posé par Patrick Martin est bien connu : les entreprises françaises qu'il représente seraient écrasées par une lourde fiscalité qui entraverait leur développement. Ce refrain n'a pas changé depuis 40 ans, en dépit des transformations profondes qu'a pourtant connues notre pays. Rappelons donc les principales évolutions. Pour commencer, le taux d'impôt sur

les sociétés, qui est le principal impôt acquitté par les entreprises en France, est passé de 50 % en 1985 à 25 % en 2026. **Il a été divisé par deux en une génération.**

Dans le même temps, les grandes entreprises multinationales se sont mises à délocaliser une partie croissante de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, siphonnant les recettes publiques de la France. Nous avons analysé le mois dernier un cas d'école, celui de Total Energies qui, bien qu'employant 37 000 salariés dans l'Hexagone, n'y enregistre aucun bénéfice et n'y paie donc pas d'impôt sur les sociétés....

Le manque à gagner pour les finances publiques est considérable : de l'ordre de 20 milliards d'euros par an. **C'est l'équivalent du budget de l'enseignement supérieur qui s'est volatilisé, en moins d'une décennie.** Et il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg. Car en parallèle de cette évolution, une autre, aux conséquences plus massives encore, a suivi son cours depuis trois décennies : la remise en cause de notre système de protection sociale né de la Seconde Guerre mondiale.

Pour le comprendre, il faut revenir sur ce qu'est une fiche de paie, car c'est ici que se révèle le projet global porté par le Medef depuis des années.

Une fiche de paie comporte trois montants : le salaire net : ce qui arrive sur le compte bancaire du salarié ; le salaire brut, qui ajoute les cotisations dites salariales ; le salaire « super-brut » : coût total pour l'employeur, qui ajoute les cotisations dites patronales.

Toutes ces cotisations, qu'elles soient salariales ou patronales, constituent un prélèvement sur les salaires : elles réduisent les montants qui atterrissent sur les comptes en banque des travailleurs, relativement aux montants versés par leurs employeurs.

Ces prélèvements financent la protection sociale : notre système de retraite, l'assurance maladie qui permet à tous les Français d'avoir accès à la santé, l'assurance chômage, les allocations familiales, etc.

Depuis les années 1990, le Medef s'est battu pour réduire ces cotisations sociales. Avec un immense succès : les exonérations de cotisations sociales atteignent désormais 90 milliards (!) d'euros par an, soit 3 % du PIB. Ces baisses de cotisations ont creusé un trou considérable dans nos finances publiques. Elles ont également forcé notre Sécurité sociale à réduire son périmètre, laissant le champ libre aux assurances privées – j'y reviendrai.

Pour remporter cette victoire, le Medef a mobilisé une rhétorique trompeuse mais efficace : en renommant « charges » les cotisations sociales, en présentant comme un « fardeau » ces prélèvements qui permettent pourtant de financer des besoins vitaux – comme celui de se soigner ou d'élever des enfants –, en faisant accroire que l'employeur « supporterait » ces cotisations, alors qu'il s'agit du salaire mis de côté et socialisé par les travailleurs pour se protéger des aléas de l'existence.

Mais ce modèle est à bout de souffle. Les baisses de cotisations sociales ont atteint des montants tels qu'elles ne trouvent plus guère de soutien parmi les économistes, même les mieux disposés. Pourtant, le Medef propose de remettre une pièce dans la machine. **Les 90 milliards de baisses de cotisations ne suffisent pas : il faut y ajouter 60 milliards supplémentaires.** Il faut encore « rapprocher le net du brut », d'après le Medef et certains candidats à l'élection présidentielle comme Gabriel Attal et Edouard Philippe qui le soutiennent....

Le déficit va en effet encore dépasser les 5 % du PIB en 2026, ce qui ne s'est jamais vu dans toute l'histoire de notre pays hors période de guerre, de grave crise économique ou de pandémie.

Ces baisses de cotisations pourraient forcer la Sécurité sociale à réduire son champ d'intervention : hausse des franchises médicales, déremboursement de médicaments, hausse du « ticket modérateur » à l'hôpital, baisse des pensions de retraite, etc. Avec à la clé une détérioration de la protection des Français, ou bien (et les deux ne sont pas exclusifs) une extension du champ des assurances privées.

Dans ce cas de figure, au lieu de consacrer une partie de leur salaire au financement de la Sécurité sociale, les travailleurs paieraient une dîme à des compagnies d'assurance privées : complémentaire santé, épargne retraite, etc.

C'est le modèle américain... : coûts prohibitifs, financement inique, inégalités majeures. 28 millions d'Américains n'ont pas accès à l'assurance santé.

Les milliardaires verrouillent le débat d'idées. Il nous revient de le faire vivre collectivement »

